



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le XX/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KIMBERLY CLARK SAS

M le Directeur
ZAC de Villey St Etienne
54200 VILLEY-SAINT-ÉTIENNE

Références : 2030_2024
Code AIOT : 0006200720

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement KIMBERLY CLARK SAS implanté Route de Toul 54200 VILLEY-SAINT-ÉTIENNE. L'inspection a été annoncée le 05/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KIMBERLY CLARK SAS
- Route de Toul 54200 VILLEY-SAINT-ÉTIENNE
- Code AIOT : 0006200720
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Kimberly Clark exploite sur le territoire de la commune de Villey-Saint-Etienne une usine papetière régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral 2007-256 du 18 février 2010 modifié au titre de la législation sur les installations classées pour l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tri à la source	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-21-2	Sans objet
2	Priorité des modes de traitement des déchets	Code de l'environnement du 29/07/2020, article L541-2-1	Sans objet
3	Traçabilité des déchets dangereux	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R 541-45-I	Sans objet
4	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que le tri et le circuit de traçabilité des déchets produits par l'établissement sont correctement gérés et suivis par l'exploitant, par notamment, la tenue d'un registre chronologique. La hiérarchie des modes de traitement est respectée afin que les matériaux valorisables soient orientés vers des filières de valorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tri à la source

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-21-2
Thème(s) : Risques chroniques, Tri à la source
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre et du bois. Tout producteur ou détenteur de déchets de construction et de démolition met en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée des déchets, notamment pour le bois, les fractions minérales, le métal, le verre, le plastique et le plâtre. (...)
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a constaté que les déchets issus des 5 flux (papier, métal, plastique, verre et bois) produits par l'établissement sont triés à la source. Chaque flux de déchets est stocké dans des contenants dédiés, sur lesquels sont affichés des photos des déchets autorisés dans ce contenant et ceux interdits. Le tri s'effectue dans la partie "usine / chaîne de production", mais également dans la partie "bureaux / salles de réunion", qui dispose de plusieurs poubelles pour séparer : les cartouches et toners, les canettes en aluminium, les gobelets en carton, les bouteilles en plastique et les autres déchets, dits banals. Pour les cartons et papiers, un compacteur est présent sur le site pour les cartons et, les mandrins sont triés et stockés à part des cartons et papiers. Pour les métaux, il existe des bennes spécifiques pour la ferraille classique, les fils de fer qui emballent les bobines, l'aluminium et l'inox. Pour le plastique, un compacteur est présent sur le site. Des embouts très spécifiques, issus de la production, sont également collectés séparément. Pour le bois, les déchets produits correspondent majoritairement à des palettes abîmées et des caisses d'emballage. Il n'y a pas de déchet en verre produit sur le site. L'exploitant trie également les biodéchets et possède un compacteur pour les déchets dits "banals". L'exploitant a présenté un plan de stockage des déchets au sein du site, sur lequel sont positionnés les bennes et containers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Priorité des modes de traitement des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/07/2020, article L541-2-1
Thème(s) : Risques chroniques, traitement des déchets
Prescription contrôlée : I.-Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1. L'ordre de priorité du mode de traitement peut notamment être modifié pour certains types de déchets si cela est prévu par un plan institué en application des articles L. 541-11-1, L. 541-13, L. 541-14 ou L. 541-14-1 couvrant le territoire où le déchet est produit. Cet ordre de priorité peut également être modifiés cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. La personne qui produit ou détient les déchets tient alors à la disposition de l'autorité compétente les justifications nécessaires. II.-Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes. Est ultime au sens du présent article un déchet qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer leurs déchets dans des installations de stockage ou d'incinération de déchets que s'ils justifient qu'ils respectent les obligations de tri prescrites au présent chapitre. (...)
Constats : L'inspection constate que la méthode de tri des déchets et l'organisation mise en place par l'exploitant permet de respecter la hiérarchie des modes de traitement, avec une valorisation de la quasi-totalité des déchets (à l'exception des déchets dangereux). En effet, l'exploitant dispose de contrats avec différents professionnels pour valoriser ou éliminer ses déchets : <ul style="list-style-type: none">• SEDE Environnement prend en charge les boues de la station d'épuration, ce qui constitue en volume le déchet le plus important (90 %). Ces boues sont valorisées dans des méthaniseurs à maximum 90 km.• VEOLIA s'occupe des biodéchets, qui sont compostés et des différents déchets non dangereux (bois, papier et carton, plastique), qui partent en valorisation matière ou en valorisation matière et énergie, selon leur tri.• DERICHEBOURG ENVIRONNEMENT récupère les différents contenants de métaux qui sont séparés pour une meilleure valorisation (fil de fer, aluminium, inox et ferraille mélangée).• SCHUTZ et ECOVALOR gèrent le recyclage de containers de 1 000 litres et fûts métalliques vides.• REMONDIS prend en charge les déchets dangereux qui correspondent notamment à des produits chimiques (huile, colle, matériaux souillés, piles...). Ces déchets sont triés sur site selon leur nature (bombes aérosols) et leur volume (<1L, < 20L...) afin qu'ils partent dans les différentes filières de la société REMONDIS. Le registre chronologique, tenu par l'exploitant, atteste également de cette valorisation avec le renseignement sur le traitement appliqué aux différents déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traçabilité des déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R 541-45-I
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets Dangereux – Trackdéchets (TD)
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...)
Constats : L'inspection constate que l'exploitant est inscrit sur Track Déchets depuis le 24/02/2022 et qu'il l'utilise pour l'édition de ses bordereaux de suivi des déchets dangereux. En 2023, ont été émis : <ul style="list-style-type: none">• 36 bordereaux pour 51.72 tonnes sortantes de déchets dangereux,• 211 bordereaux pour 3960.25 tonnes sortantes de déchets non dangereux. La quasi-totalité des déchets non dangereux sortants correspond aux boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 03 03 10 (code déchet 03 03 11). Les déchets dangereux sortants correspondent majoritairement à des mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures (34.36 t) et des produits chimiques de laboratoire à base de ou contenant des substances dangereuses, y compris les mélanges de produits chimiques de laboratoire (10.41 t). Dans le cadre de l'inspection, un bordereau de suivi de déchets a été contrôlé : il s'agit d'un bordereau dont l'enlèvement date du 19/12/2023 et qui concerne l'envoi vers un méthaniseur (R3) de 20.06 t de boues (03 03 11). L'exploitant réalise des audits internes régulièrement au sujet de la traçabilité des déchets, qui permet de contrôler la possession des arrêtés préfectoraux d'autorisation des prestataires, de s'assurer de la signature des bordereaux de suivi de déchets, etc. Les résultats du dernier audit ont été présentés à l'Inspection lors de la visite, ainsi que les mesures mises en place pour corriger les anomalies (absence d'un arrêté préfectoral d'un méthaniseur notamment).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets – Registre chronologique
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 c) Origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, d) Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. (...)
Constats : L'exploitant dispose d'une base de données de type Excel dédiée au suivi et à la gestion des déchets dangereux et non dangereux produits par l'entreprise. Ce tableur permet de recenser la traçabilité des déchets de manière chronologique et mensuelle et est composé de différents onglets correspondant aux différents types de déchets : ferraille, boues, emballages, chimique et divers. Il comporte également un onglet récapitulatif, nommé « registre global déchets » qui dresse la synthèse des déchets produits par type chaque mois. Ce tableur a été transmis par mail par l'exploitant le 10 juillet 2024 pour le suivi des déchets de l'année 2023. L'inspection constate que le tableur comporte la totalité des informations réglementées par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
Type de suites proposées : Sans suite